Titre

CRD Nîmes, 7 nov. 2015

Conseil Régional de Discipline des Avocats
du ressort de la Cour d'Appel de Nîmes Maison de l'Avocat- 16 rue
Régale, 30000 NÎMES

Sentence disciplinaire prononcée le 7 novembre 2015 Dans l'instance
opposant :

Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de demeurant en cette qualité
au Palais de Justice de Autorité poursuivante,

Et

avocat au barreau de , y demeurant professionnellement
dite ville.

Avocat déféré, non comparant ni aucun défenseur pour lui.

Le Conseil Régional de Discipline s'est réuni le 7 novembre 2015 à 9
heures, dans la Salle du Conseil de l'Ordre des Avocats du Barreau de
Nîmes, Maison de l'Avocat, 16, rue Régale à Nîmes, là où se tient son
siège,

Composé des membres suivants :

Monsieur le Bâtonnier Bernard RAOULT, Président, Maître Stéphane
CASTELAIN, membre titulaire,

Monsieur le Bâtonnier Jacques COUDURIER, membre titulaire.

Maître Nadine DITISHEIM membre titulaire, faisant fonction de
secrétaire, Maître Valéry DURY, membre suppléant.

Maître Hubert GASSER, Vice-Président,

Monsieur le Bâtonnier André MARCELLIN, membre titulaire, Maître
Enza MESSINA, membre suppléant

Maître Carole MUZI, membre titulaire,

Monsieur le Bâtonnier Pierre RECHE, membre titulaire,

Maître Marie-Hélène ROUGEMONT-PELLET, membre suppléant.

Vu l'acte de saisine du Conseil Régional de Discipline en date de réception
du 7 avril 2015, dressé par Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de

Vu la transmission au Conseil Régional de Discipline du rapport
d'instruction (et des pièces annexes) dressé par , avocate au barreau de
rapporteur en date de réception du 22 juillet 2015,

Vu la citation délivrée à la requête de à du 19 octobre 2015, suivant acte de
à devoir comparaître à l'audience disciplinaire du 7 novembre 2015,

Le C.R.D., constatant, à 9h, l'absence de et celle de son Conseil annoncé,
du barreau de décide d'attendre 9 h 30 avant de débiter l'audience.

Prenant acte, à cette heure, de l'absence de l'un comme de l'autre, Monsieur
le Président rappelle que les débats seront publics, conformément à la règle
posée par l'art. 194 du décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991, n'ayant pas
sollicité qu'ils se tiennent à huis-clos.

Monsieur le Président rappelle que le C.R.D. est saisi de 3 préventions
disciplinaires circonstanciées et qualifiées dans les termes de la citation
signifiée à - le 19 octobre 2015, auxquelles il est fait expressément
référence pour plus ample libellé de la présente sentence, préventions sur
lesquelles . est invité à s'exprimer,

Après l'avoir entendu sur l'ensemble des faits poursuivis, l'audience est
levée à 10 h 50 et le C.R.D. décide alors de délibérer sans désespérer et de
prononcer sa décision ce 7 novembre 2015, en étant avisé.

Il est ici rappelé que est prévenu, selon les termes de la citation :

- de s'être placé lui-même volontairement et de façon provocante à
l'extérieur de la sphère légale de la profession, affichant son dédain pour
l'Ordre, dont il est pourtant membre par son serment, comportement
constitutif d'une infraction aux termes de l'art. 183 du Décret n°91.1197 du
17 novembre 1991,
- d'avoir proféré de graves accusations à l'encontre d'un mandataire
liquidateur, d'une Banque et de son Confrère . à l'occasion d'une procédure

civile, usant dans ses écritures de termes injurieux et accusateurs, faits là
encore constitutifs d'infractions aux termes de l'art. 183 du Décret
n°91.1197 du 27 novembre 1991, et des art.21-4-3 et 21-5-1 du Règlement
intérieur National,

- d'avoir établi un faux et d'avoir abusé de la confiance de son client en
usant d'un bordereau d'autorisation de prélèvement en compte CARPA
falsifié, avec le dessein de se faire remettre par cette Caisse la somme de 4.
000 6; faits là encore constitutifs d'infractions aux termes de l'art. 183 du
Décret n°91.1197 du 27 novembre 1991,

Sur le premier grief :

Il résulte des pièces du dossier que . -normalement interrogé par son
Bâtonnier sur un courrier d'un Confrère de CLERMONT-FERRAND qui
se plaignait de lui - va, par un courrier du 28 août 2014, lui répondre qu'il
le considérait comme totalement disqualifié dans ses droits et compétences
à son égard, au motif que lui, lui avait fait délivrer une citation directe
poursuivant l'Ordre des avocats du barreau qu'il représentait, pour délits de
« rappel de condamnation amnistiée », de « vol » et de « recel », et qu'il le
refusait dès lors comme interlocuteur dans l'instruction de ce dossier de
plainte d'un Confrère.

Le C.R.D. entend ici rappeler que non seulement un avocat est tenu de
répondre aux demandes d'explication de son Bâtonnier, lorsqu'elles sont
faites dans le cadre de l'accomplissement de ses fonctions bâtonnales, ne
serait-ce que par simple courtoisie et confraternité élémentaires, mais qu'il
ne saurait au surplus décider unilatéralement de retirer à son bâtonnier les
prérogatives qui sont les siennes alors même qu'il aurait imaginé de
l'attirer en justice es-qualité.

Le C.R.D. relève là une outrecuidance et un mépris clairement affichés de
la part de à l'égard de la personne de son Bâtonnier et de l'autorité dont il
est investi, sans que rien ne puisse justifier ce comportement de rejet
dédaigneux.

a commis là une infraction manifeste aux devoirs de délicatesse, de
confraternité, de modération et de courtoisie qui s'imposent à tout avocat.

Il sera, de ce chef de prévention, retenu la culpabilité de au visa des termes
de notre serment tel que fixé par l'art. 3 de la loi du 31 décembre 1971 et
les art. 1.3 et 1.4 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat.

Sur le second grief :

Le C.R.D. considère que les propos tenus par , dans des écritures remises à
des magistrats appelés à statuer, excèdent gravement la liberté de ton et
d'expression bénéficiant à l'avocat qui, quelle que soit la cause qu'il défend,
doit néanmoins s'interdire de toute attaque ad hominem et d'affirmations de
nature injurieuse et diffamatoire, tant à l'égard de son Confrère adverse que
des parties au procès.

Au cas d'espèce, on retrouve malheureusement dans les écritures de parmi
ses attaques, ce besoin constant de s'acharner sur la personne de
particulièrement, cette persistance dans la vindicte personnelle faisant la
démonstration que l . n'est pas -ou ne veut pas être- accessible à la moindre
contrition comme à toute réforme de ce comportement, pourtant déjà
sanctionné par une sentence disciplinaire rendue par le C.R.D. le 24 mars
2014 et confirmée par arrêt de la Cour d'appel de NÎMES du 11 décembre
2014.

L'avocat peut parfaitement, et c'est sa liberté et son indépendance, user
d'un style rédactionnel incisif et pourquoi pas polémique, à l'égard du
dossier de son adversaire, mais instrumentaliser une procédure judiciaire
pour régler à nouveaux ses comptes personnels dans des conditions
manifestement attentatoires à l'honneur et à la considération du Confrère
adverse, n'est pas admissible.

a commis là une infraction manifeste aux devoirs de délicatesse, de confraternité, de modération et de courtoisie qui s'imposent à tout avocat. Il sera, de ce chef de prévention, retenu la culpabilité de au visa des termes de notre serment tel que fixé par l'art. 3 de la loi du 31 décembre 1971 et les art. 1.3. et 1.4 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat.

Sur le troisième grief :

Le C.R.D. ne trouve pas aux pièces du dossier la démonstration objective de ce que la signature et le texte manuscrits d'autorisation de prélèvement de la somme de 4.000 € sur le compte CARPA du client de l ., seraient de la main de ce dernier.

A cet égard, le C.R.D. entend rester prudent quant au témoignage de l'ancienne secrétaire de qui affirme la réalité de cette circonstance, alors qu'elle est par ailleurs en conflit prud'homal avec .

Pour autant, il ressort avec certitude du dossier:

- que cette autorisation de prélèvement n'a pas eu pour rédacteur ni signataire le client de
- que cette autorisation, dont : , ne pouvait pas ignorer qu'il s'agissait d'un faux, a pourtant bien été adressée par lui à la CARPA pour déblocage à son profit de cette somme de 4.000 €, selon un bordereau de mouvements en date du 15 septembre 2010, signé par lui.

Au-delà de tout débat sur la qualification pénale possible du comportement de dans ce dossier, le C.R.D. note que a bien été le bénéficiaire d'un chèque de 4.000 € établi par la CARPA en date du 16 septembre 2010, sans pouvoir néanmoins justifier d'une autorisation authentique de son client, ce détournement de fonds CARPA au bénéfice personnel de l'avocat constituant une infraction grave au serment de l'avocat, et notamment à ses obligations de délicatesse et de probité.

Il sera, de ce chef de prévention, retenu la culpabilité de , au visa des termes de notre serment tel que fixé par l'art. 3 de la loi du 31 décembre 1971 et des art. 1.3 et 1.4 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat.

Plus généralement, le C.R.D. ne peut que regretter l'attitude de dans l'instruction de ce troisième dossier disciplinaire dont il est l'objet.

Il est en effet d'une grande importance -aux yeux du C.R.D. en tous cas- que l'avocat déféré participe de cette instruction et puisse ainsi donner, tant au rapporteur qu'en audience ensuite, ses explications et faire valoir ses

moyens de défense, au contradictoire de l'autorité poursuivante.

Au cas d'espèce, , aura choisi de ne pas déférer à la convocation du rapporteur disciplinaire ni ne se présentera à l'audience de jugement, sans d'ailleurs que lui-même ou le défenseur qu'il s'était choisi, ne donnent une raison quelconque à leur absence.

Si ce choix de la « chaise vide » voulu par : n'entre bien évidemment pas dans l'appréciation que le C.R.D. peut faire de sa culpabilité disciplinaire (tout avocat déféré étant en effet libre de sa stratégie de défense sans qu'il puisse lui en être fait le moindre grief), cette désertion fait sans doute écho à celle, plus générale, de ., face aux obligations déontologiques que tout avocat doit respecter mais dont il a démontré qu'il se considérait délié, tant à l'égard de ses clients qu'à celui de ses Confrères ou des autorités de son barreau.

En bafouant ses devoirs, a de surcroît donné une image désastreuse de sa profession, ce qui n'est pas non plus admissible.

Son passif disciplinaire déjà lourd, auquel s'ajoutent les trois chefs de culpabilité retenus aujourd'hui par le C.R.D., est une illustration incontestable de ce que a fait le choix délibéré de s'affranchir des règles régissant la profession d'avocat en ne respectant plus les termes de son serment.

PAR CES MOTIFS

Statuant, en audience publique, et en premier ressort,

Le Conseil Régional de Discipline des Avocats du Ressort de la Cour d'Appel de Nîmes, Vu l'art. 3, al.2 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant le serment d'avocat,

Vu les art. 1 et 3 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 relatifs aux règles de déontologie de la profession d'avocat,

Vu les art.1.3 et 1.4 du Règlement Intérieur National de la profession d'avocat,

Vu les art. 183, 184 et 186 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat,

DECLARE coupable des infractions déontologiques pour lesquelles il est poursuivi.

En conséquence,

PRONONCE à l'encontre de la sanction disciplinaire de la radiation du tableau des Avocats.

CONDAMNE , aux entiers dépens.

Ainsi fait et jugé à Nîmes, le 7 novembre 2015,